

D'où viennent les armes des terroristes ?

De vieilles munitions, fabriquées dans une myriade de pays. Voilà ce qu'ont utilisé les terroristes du Bataclan, le 13 novembre 2015, comme l'auteur de l'attentat raté du TGV reliant Bruxelles à Paris, neuf mois plus tard.



Les terroristes du Bataclan (90 morts le 13 novembre 2015) disposaient d'un arsenal issu d'Europe centrale. © c. petit-tesson/afp

Ces balles d'un calibre de 7,62 millimètres, montées sur un étui de 39 millimètres de longueur, ont été manufacturées en Bosnie-Herzégovine entre 1974 et 1991 ; en Bulgarie en 1967 et en 1988 ; dans l'ex-Tchécoslovaquie en 1991 ; et même en Iran, de 1992 à 1993. Certaines étaient carrément antédiluviennes : produites en Chine, elles dataient des années 1963 et 1964.

Ces étonnantes informations sont tirées d'une étude menée par une équipe internationale de chercheurs sur les réseaux auxquels ont recours les terroristes, dans huit pays d'Europe, pour se procurer des armes. " En France, celles dont l'origine a pu être identifiée provenaient des Balkans ou avaient été volées chez nous ou en Belgique, quand il ne s'agissait pas d'armes neutralisées puis réactivées, ou de reliques de la Seconde Guerre mondiale ", résume Nicolas Floquin, un des coauteurs de l'étude. Autre constat qui bat en brèche une idée reçue : les armes de poing sont plus nombreuses que les kalachnikovs dans l'arsenal des terroristes.

G7: sourires sur la forme, tensions sur le fond

Du commerce au retour de la Russie dans le club, Donald Trump a défié ses alliés du G7 au Canada mais, sourires et accolades à l'appui, tous ont voulu donner l'image d'une franche explication entre amis.



© Reuters

Les dirigeants passent vendredi et une partie de samedi dans un manoir de la petite ville de La Malbaie, au Québec, leur première confrontation à sept depuis l'imposition par Washington de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium étrangers.

Le président américain a strictement respecté le protocole du sommet, même s'il le quittera samedi quelques heures avant les autres dirigeants pour rallier Singapour où se déroulera le 12 juin son sommet historique avec Kim Jong Un, sa priorité affichée depuis des semaines.

Il a participé avec le sourire à la traditionnelle photo de famille et on l'a vu bavarder avec les autres dirigeants, dont Angela Merkel, et le nouveau président du Conseil italien Giuseppe Conte, qu'il a félicité pour sa "grande victoire".

Aux côtés de Justin Trudeau, il a affirmé --contre toute évidence-- que la relation américano-canadienne n'avait "jamais été aussi bonne" et qu'il pensait que les sept se mettraient d'accord sur un communiqué conjoint, sans donner aucune indication spécifique sur un éventuel terrain d'entente.

Même ton positif et mêmes propos vagues lors du tête-à-tête avec Emmanuel Macron. "Les choses avancent dans ce G7", a affirmé le président français, se félicitant que le dialogue ne soit pas rompu.

"C'est mon ami", a dit Donald Trump, qui a là encore promis un mystérieux résultat "positif".

- Pas de G8 -

Le sujet de la Russie n'a pas été évoqué, selon lui, alors qu'il avait enflammé le début du sommet.

Donald Trump avait jeté un pavé dans la mare en proposant, le matin depuis Washington, de réintégrer la Russie à ce groupe dont elle avait été exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée.

"Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table des négociations", a déclaré M. Trump, fidèle à sa position selon laquelle Moscou ne peut être simplement ignoré dans les grands dossiers internationaux.

Mais rapidement, les Européens ont enterré l'idée. "Un retour de la Russie dans le format G7 n'est pas possible tant que nous ne verrons pas de progrès substantiels en relation avec le problème ukrainien", a déclaré Angela Merkel.

Même le chef du gouvernement populiste italien, favorable à un rapprochement avec la Russie, a approuvé cette position commune.

Un haut responsable de la Maison Blanche a finalement expliqué que la suggestion du président américain "n'était pas prévue"... et que les diplomates américains n'en faisaient pas un sujet de discussion avec leurs homologues.

- Compromis en vue ? -

Les questions de libre-échange sont bien, quant à elles, à l'ordre du jour, et représentent le vrai point d'achoppement du sommet.

La séance de travail collective sur le sujet s'est déroulée comme prévu. Donald Trump a retourné l'accusation de protectionnisme contre l'Union européenne et le Canada, sur les produits laitiers, l'agriculture ou les barrières non-tarifaires auxquels se heurteraient les produits américains, dénonçant à nouveau des échanges "inéquitables".

Selon l'Élysée et une autre source ayant suivi la séance, les six ont alors réfuté les chiffres de M. Trump, et donné des exemples de marchés américains où les Européens ne pouvaient pas librement entrer, comme les marchés publics.

Les six leaders veulent éviter une guerre commerciale et convaincre le locataire de la Maison Blanche que les tarifs nuiront in fine à l'économie des États-Unis et à la croissance mondiale.

Mais Donald Trump entend les forcer à importer plus de produits Made in America, comme il tente de le faire en ce moment individuellement avec la Chine, le Mexique et le Japon.

C'est sur un langage commun que négocieront les dirigeants jusqu'à samedi, et probablement lors de leur feu de camp et dîner vendredi soir. Il faudra composer avec le Japon, engagé avec Washington dans le dossier nord-coréen, l'Allemagne, plus exposée que ses voisins à

d'éventuelles représailles contre le secteur automobile, et l'Italie, qui veut porter une "position modérée", a prévenu M. Conte.

Une issue, proposée selon l'Elysée par la chancelière allemande, consisterait à lancer un "dialogue" entre Etats-Unis et UE afin de résoudre le conflit sur l'acier et l'aluminium, et en éviter un dans d'autres secteurs comme l'automobile.

Selon un responsable américain, les négociations se poursuivront toute la nuit de vendredi à samedi.